

Un effort « considérable » mais « atteignable » : à la COP30, qui va payer les 1.300 milliards d'aide pour les pays du Sud ?

Décus par la COP29 à Bakou, les pays en voie de développement veulent remettre le sujet de la finance climat au coeur des négociations. Tous les leviers financiers (aides publiques, taxes...) sont sur la table, mais l'engagement politique divise.

Les Echos 11.11.2025



A Belém, au Brésil, le 6 novembre 2025. (Photo Adriano Machado/Reuters)

Par **Marie Bellan**

Publié le 10 nov. 2025 à 06:00 | Mis à jour le 10 nov. 2025 à 06:09



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

La question de la finance climat était le grand sujet de négociation de la dernière COP à Bakou. Mais il y a de fortes chances que le débat revienne en force pendant **la COP de**

Belém. « La COP30 va forcément porter sur des aspects financiers. Si on veut une COP de la mise en oeuvre, comme cela a été annoncé, il est indispensable de parler de finance climat », estime Friederike Roder, directrice du secrétariat de la Global Solidarity Levies Task Force.

L'an dernier, les pays s'étaient quittés sur l'annonce d'**une aide de 300 milliards de dollars** à verser chaque année par les pays du Nord à leurs partenaires du Sud à partir de 2035 pour financer leur transition énergétique. Un montant notoirement insuffisant au regard de l'ampleur des investissements à réaliser, ce qui avait poussé les pays développés à promettre une autre enveloppe, de 1.300 milliards de dollars cette fois, qui mobiliserait à la fois des fonds publics, des taxes et des investissements privés, sans toutefois dévoiler la façon d'y parvenir.

« La feuille de route de Bakou à Belém »

C'est tout l'objet de la « feuille de route de Bakou à Belém » remise mercredi dernier, à la veille du sommet climat qui a réuni une trentaine de chefs d'Etat au final, et sur laquelle ont travaillé de concert la présidence azerbaïdjanaise et la présidence brésilienne de la COP. « C'est un travail très sérieux et en profondeur avec un côté remarquablement pratique. Ce rapport est une sorte de guide opérationnel, tout dépend maintenant de la façon dont les pays vont l'endosser ou pas », estime Lola Vallejo, directrice de l'équipe diplomatie à la Fondation européenne pour le climat.

Le rapport estime que l'effort de 1.300 milliards est à la fois « considérable » mais « atteignable », et liste pour ce faire une série d'outils financiers. La réforme des banques publiques de développement, l'allègement du fardeau de la dette qui pèse sur les pays en développement ou la mise en place de taxes (sur le transport aérien, les transactions financières, les cryptomonnaies ou encore les produits de luxe ou les biens militaires).

Des taxes de « solidarité mondiale »

« Toutes les propositions sont désormais sur la table. Cela permet de clarifier la question de la nature des flux financiers en rappelant qu'au départ, il faut forcément des financements publics. Mais le sujet des taxes de solidarité mondiale n'est plus tabou, le rapport en parle constamment. C'est aux gouvernements désormais de s'en saisir », poursuit Friederike Roder. La taxe sur les voyages aériens premium et les jets privés fait partie des sujets les plus avancés, notamment sous l'impulsion de la France et du Kenya. Une cinquantaine de pays ont déjà mis en place ce type de taxes et ils pourraient être rejoints par d'autres durant cette COP.

« Ce rapport indique très clairement ce qu'il faut faire et quels outils mobiliser. A quel moment cela va être actionné et par qui, cela reste à définir », indique Sébastien Treyer, le directeur général de l'Iddri. « J'espère que cela sera suffisant pour rétablir la confiance avec les pays du Sud, qui ont été durablement marqués par ce que certains considèrent comme « l'échec de Bakou » », poursuit-il. **Le Brésil**, qui peut se targuer d'être un interlocuteur à la fois respecté et écouté par les pays du Sud, notamment les BRICS, et les pays développés, a de ce point de vue un rôle clé à jouer.

Marie Bellan